

# Indicateurs pour Istanbul +5



## Identification

Date: **01-Nov-00**

Entrer les informations sur la ville ci-dessous ...

Pays	GUINEE
Ville	CONAKRY
Region ONU	AFRIQUE
	(Afrique / Asie-Pacifique / Etats Arabes / Amérique Latine & Caraibes / Pays industrialisés/Economies en transition)
Quel est le rang de la ville dans le pays en termes de population ? (exemple: le rang pour Nairobi est 1 au Kenya)	1

Collecte effectuée par:

Nom	
Titre	
Institution	Ministere de l'Urbanisme et de l'Habitat
Autre contact	
Adresse	
Téléphone	
Télécopie	00224 45 17 47
Email	

Combien de villes y-a-t-il en (au) GUINEE	?	?
Quelle est la définition officielle d'une ville ?	??	
Quel est le pourcentage de la population totale considérée comme urbaine ?		31.0%
Quelle est la définition officielle d'une zone urbaine ?	??	

# Chapitre 1: Logement

## 1. Garantir la SECURITE D'OCCUPATION

### Indicateur 1 : types d'occupation

Niveaux national et local (ville)

types d'occupation:

	1993	1998	1993	1998
	% de l'ensemble des ménages	% de l'ensemble des ménages	% des ménages dirigés par des femmes	% des ménages dirigés par des femmes
<b>1. Propriété formelle:</b>				
Propriétaire occupant				
Accédant (avec crédit logement)				
<b>sous-total</b>		24.7%		
<b>2. Location:</b>				
Locataire en logement privé		56.5%		
Locataire en logement social		3.0%		
Sous-locataire		20.0%		
<b>sous-total</b>		79.5%		
<b>3. Squatter:</b>				
avec loyer				
sans loyer				
<b>sous-total</b>		0.0%		
<b>4. Autres</b>				
sans-abri				
autres				
<b>sous-total</b>		0.0%		
<b>TOTAL (doit être égal à 100%)</b>		104.2%		

Si les détails par catégories ne sont pas disponibles, fournir les sous-totaux.

préservez ces chiffres car total est supérieur à 100

Parmi ces statuts d'occupation, lesquels sont les plus précaires ?

Quel est environ le pourcentage de ménages au statut d'occupation précaire ?

### Indicateur 2 : évictions

Niveaux national et local

	1993	1998	5 dernières années 1993-1998
<b>nombre de ménages expulsés</b>			
Ménages dirigés par des hommes	-	-	-
Ménages dirigés par des femmes	-	-	-
<b>Tous ménages</b>	-	-	-
% de ménages expulsés de squatters			

Expliquez les raisons principales de la hausse ou baisse du nombre d'expulsés:

## 2. Assurer le droit à un LOGEMENT CONVENABLE

### Donnée qualitative 1 : droits au logement

Niveau national

#### 1. La Constitution ou la législation du pays :

Assurent-elles le respect du droit au logement ?

oui

Prévoient-elles une protection contre les évictions ?

oui

#### 2. Existe-t-il des obstacles :

à la propriété foncière ?

quelques-uns

à l'héritage de la propriété foncière et immobilière ?

aucun

à l'obtention d'un prêt hypothécaire ?

quelques-uns

à la propriété foncière pour les femmes ?

aucun

à l'héritage de la propriété foncière et immobilière pour les femmes ?

quelques-uns

à l'obtention d'un prêt hypothécaire à leur nom pour les femmes ?

quelques-uns

à la propriété foncière pour certains groupes ?

quelques-uns

à l'héritage de la propriété foncière et immobilière pour certains groupes ?

quelques-uns

l'obtention d'un prêt hypothécaire à leur nom pour certains groupes ?

quelques-uns

Décrivez les changements éventuels en termes de droits au logement depuis 1994

### Indicateur 3 : rapport entre le prix du logement et le revenu des ménages

Niveau local (ville)

	1993	1998	
Prix médian des logements		\$46,377	A
Loyers annuels médians		\$537	B
Revenus annuels médians		\$96,671	C
Revenus annuels médians (locataires)		\$96,671	D
Rapport prix/revenu		0.48	A/C
Rapport loyer/revenu		0.01	B/D

prière vérifier les chiffres car rapports très faibles

Quels changements suggèrent ces résultats en termes d'accessibilité du point de vue économique ?

### 3. Garantir l'égalité d'ACCES A LA TERRE

Indicateur 4 : rapport entre le prix des terrains et les revenus des ménages

*Niveau local (ville)*

1993

terrains	Prix fonciers			Revenus	rapport prix des terrains/ revenus
	Prix minimum pour 1 m <sup>2</sup>	Prix maximum pour 1 m <sup>2</sup>	Prix médian pour 1m <sup>2</sup>	Revenus mensuels médians (US \$ 1993)	
aménagés					
partiellement aménagés					
bruts					

*Niveau local (ville)*

1998

terrains	Prix fonciers			Revenus	rapport prix des terrains/ revenus
	Prix minimum pour 1 m <sup>2</sup>	Prix maximum pour 1 m <sup>2</sup>	Prix médian pour 1m <sup>2</sup>	Revenus mensuels médians (US \$ 1993)	
aménagés					
partiellement aménagés					
bruts					

Quels changements suggèrent ces résultats en termes d'accès au foncier du point de vue économique ?


### 4. Promouvoir l'égalité d'ACCES AUX CREDITS

Indicateur 5 : crédit hypothécaire et non hypothécaire

*Niveau local (ville)*

proportion de logements acquis:	1993	1998
couverts par un prêt hypothécaire		
couverts par un prêt non hypothécaire		
<b>Nombre total de prêts attribués:</b>		
prêt hypothécaires:		
prêt non-hypothécaires:		

Quels changements suggèrent ces résultats en termes d'accès aux prêts au logement ?


## 5. Favoriser l'accès aux SERVICES ESSENTIELS

### Indicateur 6 : accès à l'eau

*Niveaux national et local*

% des ménages ayant accès à l'eau:	1993	1998	
	<input type="text"/>	79.5%	à moins de 200 m du logement
dans les zones d'habitat informel	<input type="text"/>	<input type="text"/>	à moins de 200 m du logement

Quels changements suggèrent ces résultats en termes d'accès à l'eau ?


### Indicateur 7 : niveaux de branchement des ménages

*Niveaux national et local*

% des ménages raccordés à :	1993	1998	Seulement les ménages branchés directement dans leur logement ou leur parcelle.
Eau	<input type="text"/>	29.7%	
Assainissement	<input type="text"/>	32.3%	
Electricité	<input type="text"/>	53.8%	
Téléphone	<input type="text"/>	5.6%	

dans les zones d'habitat informel:

Eau	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Assainissement	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Electricité	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Téléphone	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Quels changements suggèrent ces résultats en termes d'accès aux services ?


## Chapitre 2 : Développement social et élimination de la pauvreté

### 6. Promouvoir des opportunités égales pour une vie saine et sûre

#### Indicateur 8 : mortalité infanto-juvénile (moins de 5 ans)

*Niveaux national et local*

	1993	1998	
filles		18.83%	nombre d'enfants décédés avant l'âge de 5 ans pendant l'année divisé par la moyenne des naissances vivantes durant les 5 dernières années, exprimé en pourcentage.
garçons		20.15%	
<b>TOTAL filles et garçons</b>		?	

Quelles sont les raisons de la baisse ou de la hausse de la mortalité infanto-juvénile ? S'il n'y a pas de changements notables, quels sont les mesures proposées pour faire baisser la mortalité ?


#### Indicateur 9 : taux de criminalité

*Niveau local (ville)*

1993	Nombre de victimes par an			
	hommes	femmes	H & F	
Homicides	-	-	-	/1000 habitants
Viols	-	-	-	/1000 habitants
Vols	-	-	-	/1000 habitants
<b>1998</b>				
Homicides	-	-	0.0130	/1000 habitants
Viols	-	-	0.0036	/1000 habitants
Vols	-	-	0.0048	/1000 habitants

Quelles sont les raisons de la baisse ou de la hausse de la criminalité ?

Est-ce que ces résultats reflètent les conditions réelles de sécurité des populations ? Expliquez


#### Donnée qualitative 2 : violence urbaine

Au niveau national ou local (ville), existe-t-il :

	1993	1998
a) des quartiers réputés dangereux ou inaccessibles à la police		oui
b) de la violence à l'école		oui
c) une politique officielle contre la violence domestique		non
d) une politique de prévention de la criminalité		non
e) une politique de contrôle des armes		oui
f) des programme(s) d'aide aux victimes de la violence		non

## 7. Favoriser l'intégration sociale et l'aide aux groupes défavorisés

### Indicateur 10 : ménages pauvres

*(Niveau local (ville))*

	1993		1998	
	Nombre total ('000)	% de ménages	Nombre total ('000)	% de ménages
Ménages	-		-	
Ménages dirigés par des femmes	-		-	faible
Ménages <u>pauvres</u>	-		-	9.0%
Ménages <u>pauvres</u> dirigés par des femmes	-		-	29.0%

  

Seuil de pauvreté en \$ EU/mois:	1993	1998
	\$ EU/mois	\$ EU/mois
une personne		
deux personnes		
ménage moyen		

  

Définition du seuil de pauvreté 1993

Définition du seuil de pauvreté 1998

Quelles sont les facteurs de la baisse ou de la hausse de la pauvreté ?

Quelles sont les mesures entreprises pour réduire la pauvreté ?



## Chapitre 3: GESTION ENVIRONNEMENTALE

### 9. Promouvoir une structure géographiquement équilibrée d'établissements humains

#### Indicateur 12 : croissance de la population urbaine

*Niveau local (ville)*

Le taux de croissance annuel doit être calculé à partir des cinq dernières années (1993-98).  
Si une autre période de référence est utilisée pour le calcul, indiquer:

début de la période:  fin:  de la période

	Hommes	Femmes	Population totale	
<b>Population en 1993</b>				
Aire métropolitaine	-	-	-	en milliers d'habitants
Agglomération urbaine	-	-	-	en milliers d'habitants
Urbain national	-	-	-	en millions
National	-	-	-	en millions
<b>Population en 1998</b>				
Aire métropolitaine	-	-	?	en milliers d'habitants
Agglomération urbaine	-	-	-	en milliers d'habitants
Urbain national	-	-	-	en millions
National	-	-	-	en millions
<b>Taux de croissance 1993-98:</b>				
Aire métropolitaine				en pourcentage
Agglomération urbaine			6.10%	
Urbain national				
National			2.95%	

### 10. Gérer l'offre et la demande d'eau d'une manière efficace

#### Indicateur 13 : consommation d'eau

*Niveau local (ville)*

	1993	1998	
consommation quotidienne/ personne:	-	20.00	litres/pers./jour
dans les zones d'habitat informel	-	-	litres/pers./jour

Quelles sont les mesures prises pour réduire la consommation ou accroître l'approvisionnement en eau ?  
Est-ce que l'offre et la demande en eau sont gérées de manière effective ?











**14. Appuyer les mécanismes de préparation et d'exécution de plans environnementaux locaux et d'initiatives de mise en oeuvre d'Action 21 au niveau local**

Donnée qualitative 4 : plans environnementaux locaux

1. Combien de villes ont-elles mis en place des initiatives de planification stratégique à long terme pour le développement durable faisant intervenir des acteurs clés ?

2. Ce processus est-il institutionnalisé au niveau national et/ou y a-t-il eu des changements institutionnels pour encourager les villes à engager des processus de planification du développement durable ?

*Niveau local (ville)*

3. La ville a-t-elle engagé une initiative de planification stratégique à long terme pour le développement durable faisant intervenir des acteurs clés ?

4. La ville met-elle en oeuvre des plans locaux d'action environnementale faisant intervenir des acteurs clés ?

Décrivez les initiatives principales:


**Chapitre 4 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**15. Renforcer les petites et micro-entreprises, en particulier celles créées par les femmes**

Indicateur 20 : emploi informel

*Niveaux national et local*

% de la population active dont l'activité fait partie du secteur informel:	1993	1998	
% d'actifs (hommes)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	dans le secteur informel
% d'actifs (femmes)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	dans le secteur informel
% des actifs (hommes et femmes)	<input type="text"/>	71.65%	dans le secteur informel

Quels changements suggèrent ces résultats ? Quels changements institutionnels ont été entrepris pour faire face aux besoins du secteur informel (politique fiscale, crédits aux petites et micro-entreprises, législations pour protéger les droits des employés, etc.) ?


## 16. Encourager les partenariats public-privé et stimuler la création d'emplois productifs

### Donnée qualitative 5 : partenariats public-privé

1. Y a-t-il eu ces cinq dernières années, création de partenariats public-privé dans le domaine des services au niveau de la ville ?

Si oui, combien ?

2. Y a-t-il eu ces cinq dernières années, création de partenariats public-privé dans le domaine des services urbains au niveau national ?

Si oui, combien ?

Les partenariats public-privé sont-ils devenus une pratique plus en cours dans les 5 dernières années ?

Ont-ils été efficaces ? Ont-ils apporté une plus grande flexibilité dans la gestion et davantage de transparence, efficacité et responsabilité financière dans les opérations ?

Le recouvrement des coûts est-il supérieur ?


### Indicateur 21 : produit urbain

Niveau local (ville)

1993

1998

Produit urbain  
Produit National Brut



par personne  
par personne

Quelle méthode a été utilisée pour le calcul du produit urbain (voir définitions) ?

méthode A

--

méthode B

--

Quels changements suggèrent ces résultats en termes de développement économique ?

L'économie de la ville croit-elle plus vite que l'économie nationale (comparer la croissance du produit urbain et la croissance du PNB) ?


### Indicateur 22 : chômage

--



## Chapitre 5 : Gouvernance

### 17. Promouvoir la décentralisation et renforcer les autorités locales

Donnée qualitative 6 : niveau de décentralisation

1. Les niveaux supérieurs du Gouvernement (niveau central, de l'Etat, ou de la province) ont-ils le pouvoir:

de démettre l'autorité locale ?

oui

effacer les

de démettre des conseillers municipaux?

oui

mentions inutiles

2. Les autorités locales ont-elles pouvoir, sans l'aval de la hiérarchie gouvernementale :

de fixer les taux d'imposition ?

quelques-uns

effacer les

de fixer des redevances usagers ?

quelques-uns

mentions inutiles

de procéder à des emprunts ?

quelques-uns

de choisir des entrepreneurs pour les projets ?

aucun

3. Le montant des fonds transférés en provenance des niveaux supérieurs est-il connu avant de procéder à l'établissement du budget local (entièrement/partiellement) ?

non

Si oui, quel est le pourcentage connu ?

0%

Les principales responsabilités, la gestion des politiques, l'autorité en matière de prise de décision et les ressources ont-ils été décentralisés au niveau local ? Si non, y-a-t-il un processus de décentralisation en place ? Peut-on considérer que la décentralisation a amélioré le niveau de gouvernance ?

Les villes font-elles participer la société civile dans le cadre d'un processus participatif formel, avant :

a) des propositions de création de voirie et d'autoroutes ?

1996

2000

b) des changements dans le découpage de la ville ?

oui

c) des projets publics importants ?

oui

oui

Y-a-t-il eu des progrès en matière de participation locale ?

Peut-on considérer que les processus participatifs en place sont adéquats ? Le cadre légal et institutionnel est-il suffisant en mesure d'assurer le niveau nécessaire de participation et d'engagement civique ?



